2017-UNAT-754, Kisubi et al.

Décisions du TANU ou du TCNU

Unat a jugé que les appelants n'avaient soulevé ni la différence factuelle ni des questions juridiques différentes de celles interrogées dans les affaires compagnons et éliminé dans le jugement n° 2017-UNAT-750 (Kagizi et al.) Et donc UNAT a adopté le raisonnement de son jugement antérieur lors des paragraphes 18-27. UNAT a rejeté les appels et a confirmé les jugements UNDT.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Les requérants ont contesté les décisions de ne pas renouveler leur nomination au motif de l'abolition de leurs postes. Undt a jugé que: les défis de l'appelant à l'abolition de leurs postes n'étaient pas à recevoir au motif que les membres du personnel n'avaient pas de position pour contester une décision prise par l'Assemblée générale; Les défis de l'appelant à la non-renouvellement de leurs nominations n'ont pas été à recevoir dans la mesure où ils ont été correctement mis en œuvre en raison de la décision de l'Assemblée générale d'abolir leurs postes; La décision administrative contestée prise à la suite de la décision de l'Assemblée générale était légale; L'instruction administrative pertinente n'a pas été contrevenue par le recrutement ultérieur des contrats d'entrepreneur individuel, et aucun traitement inégal ne s'est produit lors de la mise en œuvre de la restructuration de la mission.

Principe(s) Juridique(s)

Une décision administrative prise à la suite de la décision de l'Assemblée générale est légale et le secrétaire général ne peut être tenu responsable de l'exécution d'une telle décision.

Résultat

Appel rejeté sur le fond

Applicants/Appellants

Kisubi et al.

Entité

MONUSCO

Numéros d'Affaires

2016-1015

2016-1016

2016-1017

2016-1018

2016-1019

2016-1020

2016-1021

Tribunal

TANU

Lieu du Greffe

New york

Date of Judgement

7 Fév 2018

President Judge

Juge Raikos

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Suppression d'un poste Licenciement Compétence / recevabilité (TCNU ou première instance)

Droit Applicable

Instructions Administratives

• ST/IA/2013/4

Jugements Connexes

UNDT/2016/138

UNDT/2016/139

UNDT/2016/141

UNDT/2016/142

UNDT/2016/143

UNDT/2016/144

UNDT/2016/145